

Le « quartier des sans-voix » s'impatiente

► Aux abords du parc Maximilien, les habitants d'un quartier déjà défavorisé ne voient pas le bout du tunnel.

► Propreté calamiteuse, bruit permanent et sentiment d'insécurité font partie du quotidien.

► Plus que la présence des migrants, c'est avant tout l'inaction du politique qui est dénoncée à tous les étages.

REPORTAGE

Dans le drame qui se joue au parc Maximilien, ils et elles sont les acteurs invisibles et muets, souvent évoqués mais rarement questionnés. « Ils et elles », ce sont les habitants et habitantes des immeubles qui encerclent l'espace vert autour duquel graviteraient en ce moment entre 600 et 700 migrants, soudanais et érythréens pour la plupart. Au pied des tours qui surplombent le parc (lire par ailleurs), l'agression d'un

policier par un sans-abri rapportée ce lundi semble avoir fait monter la pression d'un cran chez ceux qui vivent le quartier au quotidien.

Marchant à un rythme soutenu vers l'entrée de son immeuble du Foyer Laekenois, une femme accepte finalement de prendre le temps de poser des mots sur un malaise qui couve depuis 2015. « On vit dans une pourriture constante. C'est tout le temps sale, tout le temps malsain », dit-elle en montrant les déchets qui jonchent les parterres alentours. « Faut pas oublier aussi qu'en fait, nous avons ici des familles et des enfants, qu'on les envoie parfois à l'école à 7 heures du matin et qu'ils (les occupants du parc, NDLR) ont passé la nuit à boire, à crier ou à se disputer. Vous avez bien vu ce qu'il s'est passé il y a deux jours, avec le policier qui s'est fait agresser. Là, c'est tombé sur un policier, donc ça a pris des proportions. Mais pourquoi on ne serait pas nous au mauvais endroit au mauvais moment,

dans le fond ? »

D'autres habitantes de l'immeuble se mêlent rapidement à la conversation. Propreté calamiteuse, bruit permanent et senti-

ment d'insécurité sont ressassés en boucle. « Ce n'est pas contre eux, nous ne sommes pas racistes. Nous-mêmes, nous sommes des Africains du Nord, enfin quoi, le Maroc, ça ne se trouve pas en Suisse, plaide Saida El Afia, qui vit dans l'immeuble depuis 20 ans. Ce n'est pas vraiment le fait qu'ils soient là qui nous dérange vraiment, c'est plutôt la situation et le manque de respect par rapport aux habitants. »

Injustice de classe

Derrière une compassion souvent exprimée par les riverains vis-à-vis du sort des migrants, les discours teintés de complotisme selon lesquels les migrants seraient grassement « nourris, logés et blanchis » percolent également aux abords du parc. « Je me suis déjà pris deux fois la tête avec la responsable de la plateforme citoyenne. J'ai l'impression que ça les arrange un peu ce qui se passe ici », glisse également cette riveraine sous couvert d'anonymat.

Le fort sentiment d'être victime d'une injustice de classe se voit également conforté par les nouvelles récentes. « Pour l'instant, je ne vois rien qui bouge. Au

contraire, on en voit de plus en plus arriver. Et on entend aussi les infos qui disent que quand la police en trouve, hop, on les rapatrie ici, sur le parc Maximilien », déplore Carine, qui réside ici depuis 33 ans. « S'ils dormaient sous les fenêtres d'un ministre, d'un bourgmestre, voire bêtement d'un échevin, je peux vous assurer qu'on aurait trouvé une solution depuis bien longtemps, assure cette riveraine. Mais à partir du moment où ils dorment sous le nez des gens qui sont dans des logements sociaux, on s'en fout un peu. »

Dans un quartier durement frappé par la précarité, les relations conflictuelles entre migrants et habitants semblent trouver un terreau fertile pour s'entretenir, sur fond de lutte de

terrain. « Avant, on allait quasiment tous jouer dans ce parc. Maintenant, on est obligé de traîner ici », explique Sohaib, assis en bas des blocs. « Il y a eu des confrontations entre les jeunes et les migrants, l'autre fois. C'était pour rien, pour des bêtes disputes, comme des regards de travers, mais ça a été loin, renchérit Bilal, un enfant du quartier. Je crois que l'un d'entre eux a ramassé 6 coups de couteau à la jambe. C'était le mois passé. »

La tension serait également accrue par la présence constante d'une police d'intervention dans le quartier, selon cette mère : « C'est vrai que la plupart du temps, ici, il y a beaucoup de descentes de police, tout le temps. Et les yeux rivés par là, dans les blocs, à surveiller nos jeunes. »

« Zéro travail de quartier »

De l'autre côté du parc, dans le quartier de l'Héliport, la présence de migrants dans les interstices laissés entre les immeubles et derrière les talus se fait plus discrète en journée.

Les traces de leur passage sont pourtant bien là. Les désagréments en matière de propreté y sont également accentués par une recrudescence de phénomènes de prostitution et de consommation de drogue en bas des blocs, autrefois l'apanage du quartier voisin dit de l'Alhambra.

Ici, le grand sentiment d'impuissance face à la problématique a finalement débouché sur la récente création d'un comité de riverains, bien décidés à se faire entendre auprès des autorités de la Ville de Bruxelles, commune

sur laquelle se trouve le quartier nord.

« Ce qui est en tout cas ressorti de notre première réunion, où l'on était une douzaine, c'est qu'on a en fait l'impression d'être le quartier des sans-voix, explique Jonathan, jeune juriste de formation ayant acheté il y a deux ans dans l'une des tours. C'est un quartier où il y a énormément de locataires, où il y a des gens qui sont de passage, qui ne restent pas très longtemps, ce qui ne donne pas vraiment l'occasion aux gens de se rencontrer. C'est aussi un quartier extrêmement cosmopolite,

donc c'est vraiment difficile de se comprendre et de défendre des intérêts communs, mais je pense que c'est un effort qui vaut la peine. »

Aux antipodes des habituelles opérations coup-de-poing, c'est le déploiement urgent d'une police de proximité dans le quartier qui est ici proposé comme une solution. « L'inspecteur de police, on ne le voit jamais, alors que c'est son travail de venir voir comment ça se passe ici. Je ne dis pas que c'est lui qui va résoudre le problème mais c'est supposé être notre interlocuteur », constate Florent, 8 ans dans le quartier.

« Travail de quartier ? Zéro, absolument zéro, renchérit Jonathan. Deux policiers se baladent simplement en rue pour observer et discuter, je n'ai jamais vu ça. Que de l'intervention, que des sirènes. » L'opération qui a donné lieu ce jeudi à

l'arrestation de 24 migrants dans le parc ne lui donnera pas tort. « Une façon de procéder qui n'est pas très appropriée à la problématique que l'on vit nous, qui est une problématique du quotidien, qui appelle à plus de dialogue plutôt qu'à de la répression. »

Si le comité attend aussi beaucoup des projets de rénovation urbaine prévus à moyen terme dans le quartier, ce sont plutôt les méthodes à la dure comme celle récemment proposées par l'échevin Alain Courtois (MR) qui trouvent un écho du côté du Foyer Laekenois. « Si vous faites maintenant un sondage dans le quartier pour savoir s'il faut grillager le parc, vous verrez qu'on est beaucoup à être partant. » garantit Saida El Afia.

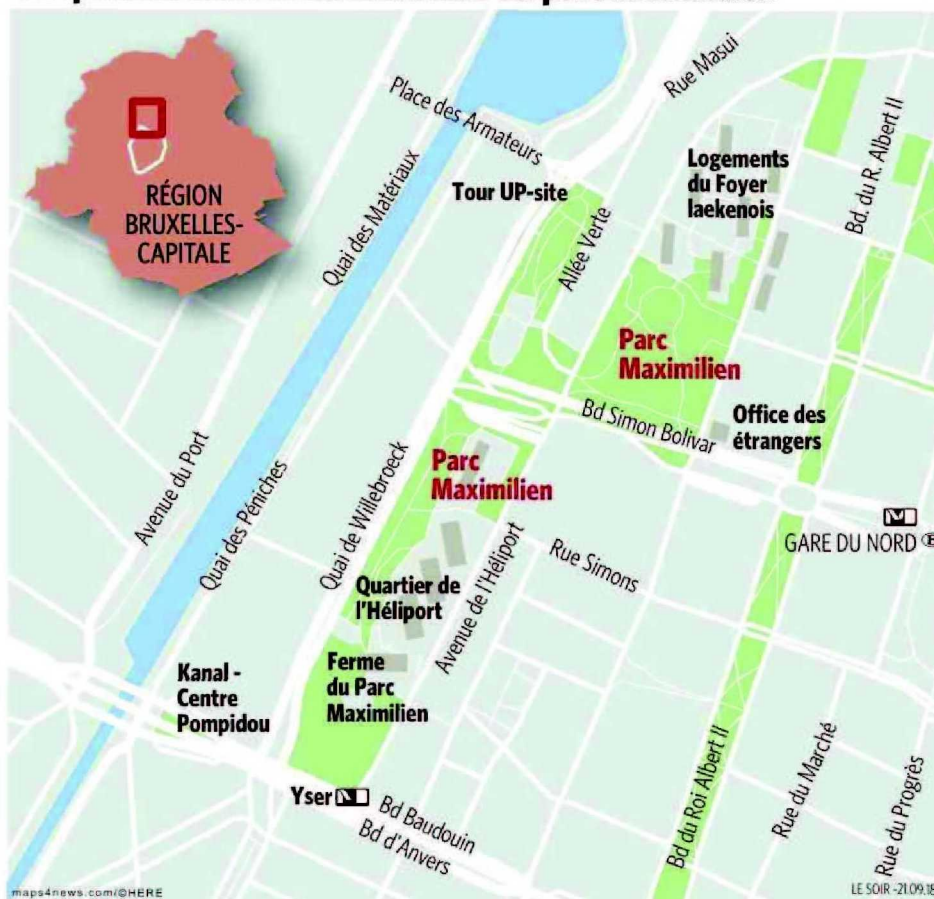
Ultime option évoquée : se résigner à partir, tout simplement. C'est pourtant impensable pour la plupart des habitants de ces logements, rétorque la mère de famille : « Quand vous pensez que pour un logement social, vous devez attendre entre 10 et 20 ans et que dans le privé, c'est beaucoup trop cher pour tous les gens qui habitent ici... En fait, on est pris au piège. » ■

ARTHUR SENTE

LE DÉCOR**Un « quartier nord » pris en tenaille**

Sur sa face nord, le parc Maximilien est longé par une cité composée de 8 barres d'immeubles appartenant au Foyer Laekenois, une société de logement social sous la houlette de la Région bruxelloise, la Ville de Bruxelles et de son CPAS. Côté sud, on retrouve le quartier de l'Héliport, qui regroupe 4 grandes tours bordées de la seconde partie du parc, où les migrants sont présents en moindre nombre. Dans ce « quartier nord » pris en tenaille entre le fraîchement inauguré centre d'art contemporain Kanal-Pompidou et les tours de bureaux étincelantes de GDF-Suez, Proximus ou encore du WTC II (dans lequel est logé l'Office des étrangers), le taux de ménages habitant des logements sociaux est pratiquement deux fois plus élevé que la moyenne régionale, tout comme la densité de population.

A. SE.

Le quartier nord et les alentours du parc Maximilien

élections Les partis, unanimes

: « Rendre le parc Maximilien au quartier »

Aucun parti francophone ne rêvait de faire du parc Maximilien un marqueur de la campagne électorale à la Ville de Bruxelles. L'actualité – un policier agressé au début de la semaine, la polémique avec le fédéral qui organiserait le transport de transmigrants de la Flandre vers la capitale – en a décidé autrement.

Dès lors chacun se positionne, avec des nuances dans le discours mais une ligne commune : le parc Maximilien doit redevenir un espace vert pour le quartier. Benoît Hellings (Ecolo) rêve même d'y faire resurgir la Senne, dans un projet élaboré avec les habitants. Car, toutes les formations politiques en conviennent : la patience des riverains est épuisée, le périmètre coincé entre le Canal, la gare du

Nord et la Petite Ceinture, est au bord de la rupture. Autre constat formulé à l'unisson : la Ville de Bruxelles fait plus que sa part. Si le collège PS-MR ne souhaite pas en faire de publicité, ce sont plusieurs centaines de milliers d'euros qui ont été injectés pour l'accueil de fortune des (trans)migrants (équipement du bâtiment de la Porte d'Ulysse, propreté, lessives...). « On pallie les carences du fédéral. Et aucune commune bruxelloise n'est solidaire », s'énerve-t-on Grand-Place.

Une situation précaire qui ne peut se prolonger, estiment les principales têtes de liste. A partir de là, les positions divergent. Pour le MR, plus question de tergiverser : « Les personnes qui ne demandent pas l'asile sont en séjour illégal

et doivent être placées en centre fermé », martèle Alain Courtois. Lequel propose pour cela l'ancien site de l'Otan (boulevard Léopold III), « un site sécurisé, équipé de caméras ». Quid des personnes qui introduisent une demande d'asile ? « C'est au fédéral de les prendre en charge.

« La Ville pallie les carences du fédéral.

Et aucune commune bruxelloise n'est solidaire »

Dans ses centres d'accueil. » Deux sont sur le territoire de la Ville (au Petit Château et à Neder-Over-Heembeek, pour les mineurs non accompagnés). Theo Francken propose d'en construire un nouveau, plus

vaste, de nouveau à Neder-Over-Heembeek ? Nouvelle levée de boucliers des candidats en campagne pour défendre ce quartier isolé au bord du Ring, près de Vilvorde : c'est non.

Le PS et Défi réclament aussi une solution fédérale, sans exonérer la Ville de ses responsabilités. « Nous sommes favorables à une solution durable et nationale pour les transmigrants et les demandeurs d'asile, explique-t-on au cabinet du bourgmestre, Philippe Close. « Pourquoi ne pas ouvrir un centre à Zeebruges, porte d'entrée du territoire ? Ou dans d'autres communes ? Mais nous sommes prêts à prendre notre part ». Fabian Maingain réclame « la création d'un vrai centre d'accueil et d'orientation dans chacune des trois Régions, tant pour les migrants de transit que pour les candidats réfugiés ».

Ecolo et le CDH poussent la compétence communale encore un peu plus loin. Benoît Hellings prône le maintien d'un point de contact près de la gare du Nord et la création d'un centre d'accueil, « dans l'un des bâtiments de la Ville, qui pourrait le gérer avec la Région ». Didier Wauters (CDH) plaide pour une capacité d'hébergement développée par la Ville et la Région, avec les associations citoyennes : « Le fédéral ne va rien faire, on ne peut pas laisser des gens dormir par terre. La Ville n'a pas le choix, elle doit agir ». ■

VÉRONIQUE LAMQUIN